ÉCONOMIE INTERNATIONALE : Monetary Union in South America. Lessons from EMU. ARETIS, Philip et Luiz Fernando DE PAULA (dir.). Northampton, MA ,Edward Elgar Publishing, 2003, 186 p.

Yves Steiner

Volume 35, numéro 4, décembre 2004

La théorie internationale face au 11 septembre et ses conséquences.
Perspectives libérales et critiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/010497ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/010497ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Steiner, Y. (2004). Compte rendu de [ÉCONOMIE INTERNATIONALE : **Monetary Union in South America. Lessons from EMU.** ARETIS, Philip et Luiz Fernando DE PAULA (dir.). Northampton, MA ,Edward Elgar Publishing, 2003, 186 p.]. *Études internationales*, 35(4), 761–763. <https://doi.org/10.7202/010497ar>

deux régions, mais également au sein de celles-ci, ce qui alimente l'intérêt de voir d'autres études comparatives, intrarégionales cette fois, sur les mêmes thèmes.

Flavie MAJOR

*Centre d'études interaméricaines
HEI, Université Laval, Québec*

Monetary Union in South America. Lessons from EMU.

ARESTIS, Philip et Luiz Fernando DE PAULA
(dir.). Northampton, MA, Edward Elgar
Publishing, 2003, 186 p.

Contribuer au débat sur la création, dans un avenir plus ou moins proche, d'une union monétaire entre les pays du Mercosur, telle est l'ambition de l'ouvrage co-dirigé par P. Arestis et L.F. de Paula. Et qui dit « union monétaire », ne peut s'empêcher d'y ajouter désormais « européenne » ce que nos deux auteurs ne manquent pas en sous-titrant leur ouvrage : *Lessons from EMU (European Monetary Union)*. Un sous-titre qui reflète surtout le propos des deux premiers articles de ce livre. La note (de 3 pages...) de J.S. Fleming est l'occasion pour lui d'afficher son scepticisme quant aux leçons que pourrait offrir l'Union monétaire européenne (UME) au MERCOSUR. Si J.S. Fleming juge que l'UME a eu un impact positif sur les taux d'intérêt et la croissance des pays périphériques de l'Union, ceci reste inconcevable pour le MERCOSUR, celui-ci ne connaissant ni centre ni périphérie. Sceptiques aussi, P. Arestis, F. Ferrari-Filho, L.F. de Paula et M. Sawyer trempent leur plume dans le même encrier pour écrire combien il serait prématuré d'avancer vers une union monétaire

dans le MERCOSUR, qui plus est en s'inspirant du modèle européen. Prématurée, cette union le serait en raison d'une faible convergence macroéconomique et d'un bas niveau d'échanges commerciaux entre les pays du MERCOSUR. De plus, le modèle de l'UME basé sur la primauté institutionnelle de la politique monétaire conduirait à des politiques déflationnistes au coût social énorme pour les populations des pays du MERCOSUR.

La deuxième salve d'articles, sur la coordination des politiques macroéconomiques au sein du MERCOSUR, débute par un plaidoyer pour une union monétaire en 2006-2010. Auteur du plaidoyer, F. Giambiagi, inscrit cette union monétaire dans un processus régional de libéralisation des échanges déjà en marche et qu'il souhaite être approfondi. Outre le renforcement du poids politique international du MERCOSUR, F. Giambiagi voit dans cette union quatre avantages : ériger une plateforme d'exportation subrégionale; réduire la volatilité du taux de change ; diminuer les taux d'intérêt et inciter à investir. Et celui-ci de proposer, entre autres, la création d'une banque centrale indépendante du MERCOSUR sur le modèle de la Banque centrale européenne. A. O'Connell, dans sa contribution, argue que le faible degré d'intégration de la zone Mercosur se mesure autant au niveau « réel » de l'économie (faiblesse des échanges commerciaux et mobilité réduite du travail) qu'en termes monétaires. Aucune incitation donc à opérer une coordination des politiques macroéconomiques au sein du MERCOSUR. Mais reste que si celle-ci devait se faire, ce que croit A. O'Connell, le

chemin à prendre serait celui d'une politique microéconomique de suppression des obstacles au commerce intra-régional et de développement de la compétitivité dans les secteurs d'exportation. De l'avis de M.L. Silva, J. Andrade et H.-M. Trautwein, une intégration commerciale plus poussée demeure encore hypothétique, surtout au regard des revers que celle-ci a connus en raison de la faible coordination en matière monétaire entre les deux principaux partenaires du MERCOSUR que sont le Brésil et l'Argentine. En effet, la coexistence d'un régime de taux de changes fixes au travers d'un *currency board* en Argentine et d'un régime de taux de change plus flexible accompagné d'une politique de stérilisation au Brésil a eu en effet comme conséquence, lors de chocs interne ou externe, de porter le poids de l'ajustement sur le partenaire argentin. Or, semblent dire ces auteurs, sans briser ce cercle vicieux de la désintégration monétaire et donc passer par une politique de coordination dans le domaine, point de salut. À l'inverse de certains points de vue exprimés plus haut et plus largement dans les études sur les zones monétaires (dont la plupart reposent sur la neutralité axiologique de la monnaie), A. Moreira Amado et L.A. Simoens da Silva analysent la question de l'intégration monétaire et financière du MERCOSUR sous un angle post-keynésien, en postulant un impact de la monnaie sur les modèles de croissance économique. En se basant sur une analyse structurelle des systèmes financiers brésilien et argentin, A. Moreira Amado et L.A. Simoens da Silva concluent que l'internationalisation du secteur financier mènerait à une « intégration » mar-

quée par un renforcement des inégalités régionales et à la prédominance du secteur bancaire brésilien. Contre cela, les États doivent intervenir en instituant des mécanismes de régulation et de soutien à la croissance régionale.

Ouvrant la dernière section de l'ouvrage, l'article de R. Studart débute par un constat: les années 1980, puis 1990 ont été celles d'un accroissement sans précédent des flux de capitaux vers les pays du Sud, un afflux encouragé par les politiques d'ouverture de ces pays avec comme conséquences la déstabilisation et la plus grande vulnérabilité des économies du Sud, notamment en Amérique latine. Plutôt que de pointer sur la seule volatilité des capitaux ou sur l'inconsistance des régulations gouvernementales pour expliquer ces revers de la libéralisation financière, l'auteur insiste en particulier sur l'inadéquation entre le volume et la volatilité des flux financiers et la taille et la capacité d'absorption des marchés de capitaux en Amérique latine. Selon R. Studart, c'est donc moins les politiques de libéralisation *per se* qui posent problème que la rapidité avec laquelle celles-ci ont été conduites par les gouvernements. À l'avenir, c'est à une politique graduelle d'ouverture qui respecte l'asymétrie structurelle entre les systèmes financiers des pays développés et en développement que l'auteur accorde sa préférence. La dernière contribution, consacrée exclusivement à l'Argentine, s'interroge, avec prudence, sur la question du régime monétaire en lien avec la politique budgétaire suivie par les autorités. Analyse détaillée des contradictions de la politi-

que monétaire et budgétaire argentine des années 1990, le texte de J.M. Fanelli et D. Heymann signale une piste pour retrouver une cohérence dans le domaine : s'attacher à une politique de coordination macro-économique et à la mise sur pied de standards régionaux dans le domaine financier et monétaire, particulièrement avec le Brésil.

Arrivé en fin d'ouvrage, le lecteur se demandera pourquoi donc les éditeurs du volume ont sous-titré leur travail : *Lessons from EMU*. La vingtaine de pages de la première partie de l'ouvrage et les allusions ponctuelles dans deux autres contributions ne semblent pas autoriser un tel sous-titre. Car, c'est bien du MERCOSUR dont il est question, certes sous des angles bien différents, parfois même par trop différents pour retrouver le fil conducteur, une cohérence entre des contributions d'inégale facture. Et l'introduction du volume ne nous semble pas vraiment nous aider dans cette dernière tâche. Reste qu'au final, des articles comme ceux d'A. O'Connell et d'A. Moreira Amado et L.A. Simoens da Silva méritent un détour attentif. Un index est présent en fin d'ouvrage.

Yves STEINER

Centre Walras Pareto
Université de Lausanne, Suisse

Latin American Democracies in the New Global Economy.

MARGHERITIS, Ana (dir.). Boulder, CO,
Lynne Rienner Publishers, 2003, 260 p.

Cet ouvrage collectif réunit des contributions autour des liens entre les questions économiques, la mondialisation libérale et la démocratisa-

tion des régimes politiques en Amérique latine. L'intérêt est de pouvoir embrasser les différentes réponses proposées par certains États et groupes régionaux afin d'en tirer des conclusions sur l'effet de l'adaptation des économies nationales sur la stabilité de l'Amérique latine.

Les efforts des démocraties latino-américaines pour s'accrocher au train de la nouvelle économie globale se font en effet au prix de restructurations douloureuses et présentent une succession frustrante d'avancées et de reculs. Cet ouvrage, divisé en quatre parties, se veut donc une synthèse de ces efforts en insistant sur les changements en cours dans les économies les plus ouvertes et les moyens visant à améliorer la bonne gouvernance démocratique et les conditions de vie. Les auteurs soulignent la nécessité d'étudier ensemble plusieurs facteurs, notamment économiques, politiques et sociaux, pour comprendre les problèmes de la région. L'intégration économique, la stabilité financière, le développement du capital humain et le processus de démocratisation de la vie politique constituent les thèmes majeurs abordés.

La première partie traite du pari de l'intégration économique à l'échelle régionale. Dans le chapitre premier, Salazar-Xirinachs analyse les réformes engagées au cours des années 1990 et identifie cinq grandes tendances de la politique d'intégration. La première concerne le commerce interrégional. Malgré les critiques contre le système néo-libéral, la tendance vers l'ouverture des marchés intérieurs ne peut que se renforcer, notamment lors des partenariats mul-